



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° - 224 - 8 mai 2013

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

Site : <http://www.mmf-france.fr>

---

### SOMMAIRE

- 1 - Marche de nuit féministe et non mixte - Paris - 1<sup>er</sup> juin - Page 1
- 2 - La Marche Mondiale des Femmes participe à l'Alter-Summit - Athènes 7 et 8 juin - Page 1
- 3 - Action urgente pour les femmes syriennes - Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme - Page 2
- 4 - Ethiopie : Union sacrée pour la peine de mort contre les homosexuels - Page 3
- 5 - Une très prometteuse tournée féministe italienne de solidarité - Sonia Mitralia - Page 3
- 6 - Trop de romanciers aux Etats-Unis ? Wikipedia crée une catégorie « femmes romanciers américains » qui les invisibilise dans les palmarès des romans - Page 5
- 7 - Il y a un an, le Conseil constitutionnel déclarait l'abrogation immédiate du délit de harcèlement sexuel - AVFT - Libres et Egaux - Page 6
- 8 - Les trois jeunes femmes de Cleveland séquestrées, torturées et violées pendant 10 ans par au moins un homme : un fait divers ? - Muriel Salmona - Page 6
- 9 - Débat « Souffrance et résistance des femmes au travail - Réseau Stop Stress Management - Paris - 15 mai - Page 10
- 10 - La Barbe fête ses cinq ans ! - Paris - 18 mai - Page 10
- 11 - Egalité des Femmes et des Hommes ? - Que faire ? - Maison des Femmes de Montreuil - 24 mai - Page 11
- 12 - Identités multiples : le cas des féministes juives en France - Paris - 29 mai - Page 11
- 13 - « Les bistrotts féministes » - Maison des Femmes de Montreuil - Page 11
- 14 - Atelier Réparation vélo femmes - Paris - Page 12
- 15 - Livre : Le féminisme pour changer la société - Attac - Fondation Copernic - Page 12

---

### MOBILISATIONS

- 1 - **Marche de nuit féministe et non mixte** - Paris - 1<sup>er</sup> juin  
Avec, par ordre alphabétique : féministe, femmes, lesbiennes, trans  
1<sup>er</sup> juin - 20h, Denfer-Rochereau, sortie du RER

### INTERNATIONAL

- 2 - **La Marche Mondiale des Femmes participe à l'Alter-Summit** - Athènes 7 et 8 juin  
Depuis la Grèce à l'Espagne, en passant par la France, les peuples se lèvent face aux politiques d'austerité. La coordination des ces luttes à l'échelle européenne est indispensable pour les renforcer et mettre en œuvre une politique radicalement réorientée et fondée sur l'égalité, les biens communs sociaux et écologiques.  
L'Alter Sommet dont une étape importante aura lieu les 7 et 8 juin à Athènes en Grèce relève ce

défi et propose de bâtir une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe. L'évènement à Athènes est important dans cette construction d'un mouvement social européen.

La Marche Mondiale des Femmes participe à la construction de ce processus et sera à Athènes. Le programme de l'Alter Sommet s'ouvre avec l'Assemblée des femmes et nous travaillons pour qu'elle soit un moment fort comme ce fut le cas au Forum Social Mondial à Tunis. Nous devons, nous féministes de la Marche Mondiale des Femmes agir pour s'assurer que notre perspective féministe soit dans les autres débats et assemblées.

*Comment y participer :*

Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire sur le site de l'Alter Sommet si vous souhaitez vous rendre à Athènes. Toutes les informations pratiques (notamment pour l'hébergement) seront mises sous peu à disposition dans la partie « en pratique » : <http://www.altersummit.eu/athens/article/en-pratique?lang=fr>. Vous pouvez organiser des activités dans vos propres pays, mais aussi se joindre au processus de préparation de l'Assemblée des femmes.

### **3 - Action urgente pour les femmes syriennes - Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme**

Le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH) suit avec beaucoup d'inquiétude et de préoccupation les violations graves des droits des femmes et des filles en Syrie, en particulier celles qui ont été déplacées à l'intérieur du pays, et les réfugiées dans les pays limitrophes.

D'après les témoignages recueillis auprès de militantes de défense des droits humains, les Syriennes que ce soit en Syrie ou dans les camps de réfugiés subissent viols, mariages forcés ou de « plaisir » y compris de mineures, crimes d'honneur suite à des violences sexuelles après des incarcérations et des tortures dans les geôles syriennes. Ces crimes se passent dans le silence le plus total que ce soit de la part de l'Etat syrien, des pays voisins et des institutions internationales. Ils sont perpétrés par l'armée ou les services de renseignement syriens, par des milices armées mais aussi par des ressortissants de différents pays, qui viennent acheter des mineures dans les camps de réfugiés. Les petites filles et les femmes de tout âge sont victimes de toute forme de sévices, de l'assassinat au kidnapping à la répudiation. Les défenseuses des droits humains sont particulièrement visées.

A ces atrocités s'ajoutent les conditions extrêmement précaires des femmes qui assument très souvent seules la responsabilité de leurs enfants (les maris, les pères, les frères sont soit détenus, soit disparus, soit décédés). Elles manquent de tout : de soins médicaux, de médicaments, de nourriture, d'eau, d'électricité, ne bénéficient d'aucun traitement pour éviter des grossesses non désirées ou d'éventuelles maladies transmises suite aux violences sexuelles.

Face à cette situation très alarmante, le Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme condamne les violences contre les femmes dans toutes les circonstances. Le REMDH appelle à cesser les violences et les abus sexuels à l'encontre des femmes et des enfants, en particulier des filles, lors du conflit armé et dans les camps de réfugiés.

Le REMDH exige de la Syrie mais aussi des pays accueillant les réfugiées syriennes, l'application de leurs engagements internationaux concernant les droits humains. Il demande à la communauté internationale de faire respecter les résolutions des Nations Unies en particulier la déclaration des Nations Unies sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 20 décembre 1993, la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les discriminations à l'égard des femmes (CEDEF/ CEDAW) du 18 décembre 1979 et son protocole facultatif et la convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant du 20 novembre 1989<sup>1</sup>.

Le REMDH incite la Syrie et les Etats concernés ainsi que la communauté internationale à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin au conflit syrien et à prendre des mesures pour

: mettre fin aux violations graves et répétées des femmes et des filles syriennes ; agir d'urgence afin d'améliorer de façon durable la situation des femmes et des enfants réfugiés ou déplacés, sur le plan humanitaire et économique ;

Le REMDH souligne la responsabilité de tous les Etats afin que soient menées les enquêtes indispensables sur ces violations et pour mettre fin à l'impunité. Les auteurs responsables de ces crimes relatifs aux violences sexuelles contre les femmes et les filles comme le viol, les abus sexuels les mariages forcés doivent être poursuivis.

Le REMDH demande à ce que les femmes qui sont ou ont été victimes de violences puissent porter plainte devant les tribunaux ou la cour pénale internationale dans des conditions compatibles avec leur dignité et que leur protection soit assurée.

Enfin, le Réseau Euro-Méditerranéen pour les Droits de l'Homme demande à ce que des moyens soient mis en œuvre pour la mise en place de programmes permettant la reconstruction, la réinsertion économique, sociale et psychologique des survivantes de ces violences, en particulier les petites filles.

Contacts : Nicole Savy [savy.nicole@gmail.com](mailto:savy.nicole@gmail.com) ; Françoise Brié [skledir@wanadoo.fr](mailto:skledir@wanadoo.fr) 06 64 43 10 13

#### **4 - Ethiopie : Union sacrée pour la peine de mort contre les homosexuels**

Un groupe évangélique joue la carte de l'oecuménisme pour exiger un durcissement des lois antigay en Ethiopie. Dans un climat de «panique morale», beaucoup de gays fuiraient le pays. En juin 2012, une première conférence nationale sur «l'homosexualité et ses conséquences sociales désastreuses» avaient réuni les leaders religieux du pays, ainsi que des membres du Gouvernement. Tous les moyens sont bons pour décourager les «comportements» homosexuels, y compris les plus extrêmes. C'est le message qu'a convoyé United for Life Ethiopia (ULE) auprès des dirigeants éthiopiens, la semaine dernière. L'organisation évangélique tenait conférence en présence de membres du Gouvernement, de leaders religieux de différentes confessions et de représentants des organisations de charité et de santé nationale, rapporte Gay Star News. Objectif: combattre la reconnaissance de l'homosexualité comme un fait naturel ou comme une partie intégrante des Droits de l'homme. Le responsable du Conseil inter-religieux contre l'homosexualité a fait état de «progrès» pour convaincre le Gouvernement d'être plus strict dans la répression de l'homosexualité et d'introduire la peine de mort pour «de tels actes».

En Ethiopie, les actes homosexuels sont déjà illégaux et passibles de 15 ans de prison au maximum. En 2007, les principaux courants religieux avaient tenté d'inscrire l'interdiction de l'homosexualité dans la Constitution. Quelque 97 % de la population (majoritairement chrétienne\*) rejette l'homosexualité, selon un sondage mené cette année-là par le Projet Pew Global Attitude - le deuxième taux le plus élevé au monde.

*Crimes de haine à la hausse* : Une militante de Rainbow Ethiopia interviewée par le site britannique souligne que la manifestation a eu un grand retentissement dans le pays. «La tendance à l'homophobie et aux crimes de haine sont à la hausse en Ethiopie. Ces organisations créent une panique morale et alimentent le public en fausses informations et en allégations fantaisistes. Ils font peur en disant que les homosexuels violent les enfants et les 'recrutent'. Ils présentent certains membres de la communauté LGBTI comme des mercenaires entraînés et financés par l'Occident.» Selon elle, les gays éthiopiens seraient de plus en plus nombreux à fuir le pays vers l'Europe ou vers Israël, via l'Égypte et la Libye, au péril de leur vie.

Bien qu'elles fustigent l'Occident, les organisations à l'origine de cette campagne homophobe y bénéficieraient de puissants relais. ULE serait notamment basé au Royaume-Uni. Une autre organisation qui prend une part active à la diffusion de rumeurs sur les prétendus raptés d'enfants par des homosexuels, Bright Children Voluntary Association, bénéficie de l'appui de l'Onusida et de l'Ambassade des Etats-Unis à Addis Abeba. Pour mémoire, l'Ouganda voisin est aussi en proie à une

violente agitation antigay, orchestrée là encore par des fondamentalistes basés aux USA.

Le pays compte environ un tiers de musulmans. Sur les 60 % de chrétiens, une large majorité est éthiopienne orthodoxe, dont le patriarcat prend une part active dans la dénonciation de l'homosexualité. Les évangéliques et pentecôtistes gagneraient du terrain. Ils représentent, pour l'instant, environ 10 % des fidèles.

## **5 - Une très prometteuse tournée féministe italienne de solidarité - Sonia Mitralia**

Quand toutes les femmes du monde" s'appelle la campagne de solidarité avec la Grèce, que le réseau italien «Femmes dans la crise" a lancé en Italie, ensemble avec des femmes grecques et la structure autogérée du Dispensaire social métropolitain du quartier de Elliniko en région Athénienne. [http : mki-ellinikou.blogspot.gr](http://mki-ellinikou.blogspot.gr)

L'idée d'une tournée féministe de solidarité et d'aide concrète a été mise en avant par ce tout nouveau réseau qui est né à Florence au cours du Forum social européen en Novembre 2012. Reprise avec enthousiasme elle a mobilisé une multitude d'associations et de groupes de femmes et des mouvements sociaux à travers l'Italie.

C'est ainsi que la tournée a débuté le 8 mars, journée internationale des femmes dans la petite ville d'Albese, près de Como. Et jusqu'à la fin d'avril une série de meeting sur le thème « Dette publique, crise et santé des femmes » sont succédés dans pas moins de dix villes de la péninsule italienne : Como, Brescia, Bologne, Florence, Livourne, Rome, Bari et Milan et plus tard Treviso et Lecce...

Il s'agissait de raconter, d'informer, de sensibiliser sur qui ne se dit jamais de la crise humanitaire que les femmes subissent en Grèce aux temps du règne de la « Troïka ». Mais, il s'agissait aussi de lancer un cri d'alarme car le sort des femmes grecques pourrait devenir très bientôt le « futur présent » des Italiennes aussi.

Cette tournée de conférences a été aussi un moyen très concret pour organiser la solidarité des Italiennes avec les initiatives citoyennes qui se sont développées un peu partout en Grèce et qui ont mis en place des structures autogérées animés par des militants/es bénévoles pour promouvoir des soins gratuits aux quelques 3.000.000 d'habitants privés de couverture maladie. En effet, 40% de la population de ce pays n'a plus d'accès aux soins. Ces structures autogérées font donc face à une énorme crise sanitaire et à un manque cruel de moyens puisqu'elles sont confrontées aux besoins d'une population exclue du système public de santé.

C'est ainsi que Sonia Mitralia, animatrice de l'initiative grecque « Femmes contre la dette et les mesures d'austérités » et du Cadtm, a été invitée par le réseau italien «Femmes en situation de crise » pour inaugurer cette campagne de solidarité dont les objectifs sont :

Encourager l'opinion publique italienne à exprimer concrètement sa solidarité en collectant et en envoyant des dons financiers, du matériel médical et pharmaceutique nécessaire aux pharmacies et dispensaires sociaux grecs, et plus spécifiquement au plus ancien et important d'eux, au Dispensaire social métropolitain du quartier de Ellinikon, en région Athénienne. Pourquoi ? Parce que c'est avec cette structure autogérée que collabore le comité d'action d'Athènes « de Femmes contre la dette et les mesures d'austérité ».

Avec ces dons, beaucoup de choses pourraient être faites : procurer le premier lait maternel a des jeunes mères qui ne peuvent pas l'acheter et voient leurs bébés en détresse parce qu'ils ont faim. Procurer des vaccins aux enfants. Mais, a part les besoins humanitaires, il y a aussi besoin urgent de créer un mouvement pour aider et accompagner par exemple les femmes qui ont perdu le droit à la « libre » maternité à cause des contre-réformes de la Troïka. Créer un mouvement à l'intérieur et à l'extérieur des hôpitaux avec le personnel hospitalier et les patients, (par exemple créer un Tel. SOS).

Désormais, ces Grecques privées d'assurance maladie doivent payer des prix exorbitants de leur poche (qui est vide) pour pouvoir accoucher à l'hôpital. C'est vraiment lamentable et révoltant :

quand elles ne peuvent pas payer l'accouchement, le caissier de l'hôpital ne les laisse pas partir avec leurs bébés avant qu'elles signent un document, comme quoi elles doivent une dette à l'hôpital. Elles s'endettent auprès de l'hôpital et de l'Etat, qui envoie leurs dettes aux impôts afin qu'elles soient perçues. Selon un récent décret-loi, si les dettes au fisc dépassent les 5000 euros on peut être emprisonné et voir ses biens confisqués. Et tout ça quand déjà six sur 10 grecs ne sont plus en mesure de payer leurs impôts !

Beaucoup de femmes, ne pouvant payer, s'adressent aux structures de solidarité, aux dispensaires sociaux, pour trouver une aide. Souvent « l'initiative des femmes contre la dette » accompagne des femmes enceintes dans les maternités pour exiger le droit à l'accouchement gratuit et l'accès gratuit universel aux soins, une pratique qui devrait être systématisé et qui a besoin d'aide militante.

Un autre objectif de la campagne de solidarité serait de mettre en place un service de planning familial au sein du Dispensaire Social Métropolitain d'Ellinikon. Ainsi on pourrait donner le bon exemple aux autres dispensaires sociaux de par le pays afin qu'ils incorporent systématiquement cette dimension de la santé des femmes et de leurs droits reproductifs dans leurs activités.

C'est dans une ambiance grave et dans une Italie secouée par la crise que les témoignages et les propositions de Sonia Mitralia ont suscité l'intérêt et l'émotion. Elle a pu s'adresser à des publics larges et des plus divers comme aux militantes d'associations féministes, des femmes et des responsables des syndicats Fiom et CGIL, des militantes anticapitalistes LGBT, des militant/es contre la dette italienne... Mais, le plus émouvant étaient sans doute la présence partout des travailleur/ses de la santé qui étaient venus/es très nombreux/es pour participer, écouter mais aussi raconter leurs luttes contre les contre-réformes italiennes contre leur système de santé qui est désormais en danger de mort....

Cette tournée féministe en Italie n'est pas la première dans un pays européen. En effet, durant l'automne dernier, des militantes féministes du Portugal, d'Espagne, de France, de Grèce, d'Angleterre, de Hongrie avaient parcourues la France pour faire des conférences dans 9 villes en France ainsi qu'à Genève. Le thème était « Dette publique illégitime, austérité, crash social et féminisme » ! Maintenant, la campagne italienne de solidarité avec les femmes grecques semble faire un bond en avant. Loin d'être la répétition de la première tournée, qui a eu lieu en France, elle est novatrice parce que plus concrète car dotée d'un projet pratique : contribuer activement la création d'un vrai mouvement de solidarité qui pourrait d'ailleurs se coordonner avec des mouvements analogues dans d'autres pays en vue de la fondation de l'entraide internationaliste européenne que requiert l'approfondissement et la tendance à la généralisation de la crise humanitaire sur notre continent !

*Sonia Mitralia, Membre de l'initiative des femmes contre la dette et les mesures d'austérité et du CADTM international*

## **6 - Trop de romanciers aux Etats-Unis ? Wikipedia crée une catégorie « femmes romanciers américains » qui les invisibilise dans les palmarès des romans**

« Wikipedia's Sexism », c'est le titre d'un billet énervé de la romancière américaine Amanda Filipacchi publié dans le New York Times de dimanche dernier. Elle a remarqué il y a quelques jours que les éditeurs bénévoles du site sortaient, une par une, les femmes de la catégorie "American Novelists", « romanciers américains » pour les cataloguer dans la sous-catégorie "American Women Novelists", «femmes romanciers américains », celles dont les noms commencent par A ou B ayant été les premières exclues avec 300 autres. Du coup, la catégorie «romanciers américains » comptait 3.837 auteurs, et les quelques cent premiers étaient presque exclusivement des hommes. Ainsi exclues de cette catégorie, les femmes n'étaient plus traitées à égalité dans le monde littéraire. Explication de l'éditeur : la liste des « romanciers américains » était trop longue, il fallait

créer des sous-catégories.

Syndrome de la schtroumpfette : Dans un premier billet sur le site Web du New York Times Amanda Filipacchi a suggéré de créer une sous-catégorie « hommes romanciers américains » et a prévenu d'autres romancières. Mal lui en a pris. Illico, les rédacteurs se sont jetés sur sa page Wikipédia et ont apporté des modifications, effaçant des liens vers des interviews de l'auteure ou autres commentaires de ses romans. Et bien sûr le lien vers l'article du New York Times fut supprimé. Les rédacteurs ont aussi ajouté une bannière en haut de sa page indiquant que certains éléments devaient être vérifiés... Mais ils venaient eux-mêmes de supprimer des sources.

Puis quelqu'un a remis les sources supprimées. Et les éditeurs de Wikipedia les ont enlevées à nouveau ! En 24 heures, il y a eu 22 changements sur sa page. Jusque là, il y en avait eu 22 en quatre ans. Après ces péripéties, elle a pu revenir dans la catégorie «romanciers américains » avec d'autres femmes, mais elle ne sait pas si ça va durer...

Wikipédia, serait donc à son tour atteint du syndrome de la schtroumpfette. Comme dans les bandes dessinées des Schtroumpfs, les hommes peuvent avoir diverses caractéristiques ou engagements tandis que les femmes sont priées d'incarner le féminin et de se définir seulement par le fait d'être des femmes. Ils sont la norme, elles sont ghettoisées.

## TEXTES

### **7 - Il y a un an, le Conseil constitutionnel déclarait l'abrogation immédiate du délit de harcèlement sexuel - AVFT - Libres et Egales**

Rappelons les conséquences catastrophiques de ce fiasco judiciaire :

- Toutes plaintes et procédures en cours ont été annulées ;
- Les victimes, principalement des femmes, ne peuvent pas reporter plainte à l'appui de la nouvelle loi, car le droit français ne permet pas de porter plainte deux fois pour les mêmes faits ;
- Il est désormais impossible de porter plainte pour des faits de harcèlement sexuel antérieurs au 8 août 2012, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, car la loi n'est pas rétroactive ;
- Du 4 mai au 8 août 2012, La France a connu 4 mois préhistoriques où le délit de harcèlement sexuel a été effacé du Code pénal, les harceleurs sexuels ont pu agir en toute impunité avec la certitude de ne jamais pouvoir être condamnés ;
- Les requalifications en agressions sexuelles ou viols, présentées comme des recours faciles par certains avocats sont rarissimes ;
- Pour qu'une requalification en agression sexuelle ou viol soit possible, il faut nécessairement qu'il y ait eu une déqualification des faits dénoncés, ce qui est une honte ; Par exemple, une victime dénonce un viol qui est déqualifié par le parquet en harcèlement sexuel. La requalification vise alors ENFIN à qualifier les violences pour ce qu'elles sont réellement !
- La requalification en harcèlement moral, autre voie de recours possible, nie le caractère sexiste et sexuel des violences et ne permet pas de sanctionner l'auteur pour ce qu'il a réellement commis. Les victimes n'en sont pas du tout satisfaites.

Des milliers de femmes sont directement concernées, elle ont été abandonnées par leur pays.

L'AVFT a porté plainte contre la France en saisissant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

### **8 - Les trois jeunes femmes de Cleveland séquestrées, torturées et violées pendant 10 ans par au moins un homme : un fait divers ? - Muriel Salmona - Association Mémoire Traumatique et Victimologie**

Nous sommes sous le choc de cette information qui est tombée le 7 mai 2013 concernant trois jeunes femmes de Cleveland aux USA disparues depuis 10 ans qui venaient d'être retrouvées, l'une d'entre elle ayant en l'absence de leur bourreau (pour l'instant un seul des trois frères Castro,

Ariel Castro est inculpé) réussi à alerter un voisin en cherchant à s'évader.

Mais nous avons aussitôt assisté à tout un discours de minimisation et de négation de la réalité particulièrement intolérable avec l'habituelle incapacité de nombreux journalistes et spécialistes de nommer précisément les violences, de parler de leurs conséquences psychotraumatiques, et de les replacer dans un cadre plus politique de violences et de crimes sexistes commis par des hommes envers des femmes. Les mots crimes, viols, sévices, tortures, actes de barbarie ne sont que trop rarement entendus, les journalistes ne parlant surtout que d'enlèvement, de séquestrations, de calvaire, et même de syndrome de Stockholm...

On a également entendu qu'elles « allaient assez bien », « qu'elles parlaient normalement » !... « Qu'il fallait maintenant qu'elles se réadaptent à la vie normale ». Qui peut humainement croire que l'on peut aller « assez bien » après 10 ans de séquestration et les pires violences qui soient, après 10 ans de terreur et de peur de mourir permanente ? Que la souffrance psychique ne soit pas forcément visible, que les victimes soient complètement déconnectées et anesthésiées émotionnellement (dissociées) pour survivre et que ce soit un indice de gravité de leurs traumatismes qui pourront être des bombes à retardement, et de l'intensité de leurs souffrances ne vient à l'idée de personne et de presque aucun spécialiste.

Pour la seule raison qu'elles étaient des femmes : des adolescentes de 14 et 16 ans (Gina DeJesus et Amanda Berry) et une toute jeune femme de 21 ans (Michelle Knight) ont été kidnappées dans la rue, en sortant de l'école, en quittant leur travail et séquestrées pendant 9, 10 et 11 ans pour être privées de toute liberté et de tous leurs droits dans les pires conditions, terrorisées, violées tout au long de ces années avec dans ce contexte de terreur la naissance d'une enfant, conçue lors de ces viols, une petite fille de 6 ans, et d'autres grossesses qui auraient été interrompues par des coups (5 d'après la chaîne américaine NBC, mais cette information n'est pas confirmée par la police), subissant une torture continue, les pires sévices, les pires atteintes à leur dignité et à leur intégrité physique et psychique, esclavagisées, transformées en objet sexuel, isolées les unes des autres et enchaînées, soumises aux scénarios pervers et à la loi délirante d'un homme dans une maison qui n'était pas isolée, avec de nombreux voisins autour, dans un quartier populaire, sans que qui que ce soit ne se rende compte de rien... On apprend que des voisins auraient entendu des bruits de choc contre des portes, vu des jeunes femmes à quatre pattes tenues en laisse dans le jardin ?!!!... Et on apprend que d'autres jeunes filles disparues pourraient avoir été séquestrées et violées... (cf article du Parisien du 9 mai 2013)

*Est-ce seulement un fait divers criminel, un crime contre l'humanité de ces jeunes femmes ou bien un crime contre l'humanité, un féminicide qui nous concerne toutes et tous ?*

Il ne s'agit pas d'un fait divers, mais d'un fait de société, un fait politique qui illustre la condition des femmes, la domination masculine et la haine sexiste qui peuvent à tout moment se déverser sur elles. Et est tout à fait symptomatique de cette société composées de personnes qui ne veulent absolument pas savoir ce qui peut se passer chez leurs voisins, leurs amis, leurs proches, leur famille, dans le cadre de leur travail, des activités sportives, des institutions scolaires, des établissements de soin, etc., etc. Que les pires maltraitements, les pires crimes sexuels s'y passent en toute impunité, faut-il le rappeler les études de victimisation font état d'au moins 190 000 viols par an en France (en comptant en plus des femmes adultes : 75 000, les mineurs qui représentent au moins 60% des viols filles et garçons et les hommes adultes, cf chiffres) commis dans 80% des cas par des personnes connues de la victime, seulement 8 % feront l'objet de plainte et 1,5 à 2 % de condamnation : le crime parfait qui assure une impunité quasi totale. Si l'on veut commettre des crimes, des atrocités, des tortures, les violences sexuelles sont ce qu'il y a de mieux pour le faire sans risque, à répétition, dans l'indifférence générale. Ces crimes ne seront pas connus et les victimes ni entendues, ni protégées, ni soignées, et même s'ils sont dénoncés, la grande majorité des victimes ne seront pas crues, traitées de menteuses, ou bien on considèrera qu'il s'agit en fait

de sexualité et que la victime était consentante (dans une confusion atroce entre violences et sexualité, avec une vision pornographique de la femme qui aime - la s... - subir les pires violences et sévices sexuels), ou bien que la victime est coupable de s'être exposée, de ne s'être pas assez protégée, pas assez défendue, pas n'avoir parlé assez tôt. On considèrera que ce n'est que parole contre parole, « alors comment faire pour avoir des preuves ? », tout en ne les cherchant pas du côté de l'agresseur et en faisant une enquête à charge du côté de la victime, on déqualifiera plus de la moitié des viols en agression sexuelle dans un déni de réalité effrayant. Les victimes qui auront osé porter plainte seront maltraitées et non protégées tout au long de leurs parcours judiciaire, dans une indifférence et un manque d'empathie étonnants. Les agresseurs ne seront dans leur grande majorité ni inculpés, ni condamnés. Leur intentionnalité et leur logique de prédation et de préméditation ne seront pas recherchées, ni dénoncées, ni reconnues. Qui aura peur pour les prochaines victimes ?

*Dans quel monde vit-on ? Comment vivre dans un monde qui tolère la perpétration de ces crimes sexistes sans y réagir ?*

Un monde où être née femme scelle votre destin et fait de vous une proie potentielle où que vous soyez, quels que soient votre histoire, vos croyances, vos engagements, votre milieu d'origine, votre statut social, vos études, votre travail, votre personnalité, votre âge, votre aspect physique, etc... Destin effarant d'être un jour ou l'autre une proie, sous couvert de sexe, pour un homme ou un groupe d'hommes, et d'être injuriée, agressée, violée, torturée et tuée... d'être condamnée à vivre dans un monde de non-droits, un monde où le féminicide est omniprésent.

Comment vivre dans un monde où tout est banalisé, retourné. Les pires crimes ne sont pas nommés. La réalité des tortures qu'ont vécu les victimes n'est pas reconnue. L'impact et les conséquences psychotraumatiques de ces violences sont minimisés, méconnus voire même niés. Et ils ne font quasiment jamais l'objet de diagnostic, de prise en charge et de soin, alors que ces violences sont celles qui sont les plus psycho-traumatogènes et qu'elles entraînent de graves atteintes psychologiques et physiques, alors qu'il est reconnu que ces violences si elles ne sont pas prises en charge sont un des déterminants principaux de la santé même des dizaines d'années après : en sachant que les traumatismes sont d'autant plus graves que la victime est plus jeune, les enfants même très petits seront gravement impactés par les violences qu'ils subissent ou dont ils sont témoins, même s'ils n'ont pas de souvenirs des violences, ils auront une mémoire traumatique de celles-ci, et seront traumatisés. Dans un contexte de violences des troubles psychotraumatiques peuvent se mettre en place chez l'enfant avant même la naissance, au moins à partir du 7ème mois de grossesse, c'est dire à quel point la petite fille de 6 ans d'Amanda Berry aura besoin de prise en charge et de soins (malgré les mises en scène médiatiques qui relaient sans recul les propos du chef adjoint de la police locale sur cette petite fille : *Elle a l'air en forme, heureuse, en bonne santé, et elle a mangé une glace la nuit dernière*).

Et - scandale de santé publique sans nom - en France (et dans de très nombreux pays) les médecins (qu'ils soient généralistes ou spécialistes) ne sont toujours pas formés en psychotraumatologie et en victimologie, que ce soit en formation initiale ou continue !!!!!... Les médecins ne connaissent pas la réalité des violences subies par beaucoup de leurs patients et surtout patientes, ni les troubles psychotraumatiques, la sidération (la paralysie psychique et motrice au moment des violences) qui va être à l'origine d'un stress dépassé et d'un risque vital (cardio-vasculaire et neurologique avec des atteintes neuronales et des circuits neurologiques), ni les mécanismes de survie neuro-biologiques face au stress extrême (disjonction avec la production de drogues endogènes morphine et kétamine-like) qui entraînent une dissociation (avec une anesthésie émotionnelle et un sentiment d'étrangeté et de dépersonnalisation) et l'installation d'une mémoire traumatique (mémoire émotionnelle et sensorielle piégée qui n'a pas pu être traitée et intégrée par le cerveau et qui va revenir hanter la victime en lui faisant revivre à l'identique ce qu'elle a vécu, ressenti, entendu par



des flash-backs, des réminiscences, des hallucinations sensorielles, des cauchemars, au moindre lien qui rappelle les violences), ils n'en connaissent pas les conséquences graves sur la santé qu'elle soit physique et mentale, et sur la vie quotidienne des victimes et le risque suicidaire, le risque de conduites à risque et addictives, le risque d'accidents, d'échecs scolaires, professionnels, dans sa vie affective, le risque de marginalisation et d'exclusion, le risque prostitutionnel. Ils sont donc dans leur immense majorité incapables de repérer les violences subies par leurs patientes et leurs conséquences, de les protéger, de proposer des soins adaptés, hors les troubles psychotraumatiques se traitent et on peut déminer la mémoire traumatique, décoloniser les victimes des violences et des mises en scène des agresseurs, et éviter ainsi de grandes souffrances et de très nombreuses conséquences.

Les victimes de viols, de violences sexuelles et de maltraitances sont donc laissées sans soin, sans information : il n'y a quasiment pas de centres de soins spécifiques pour elles, ni de médecins formés ! Il s'agit d'une grave atteinte à leurs droits et une perte de chance pour leur santé ainsi qu'une non-assistance à personne en danger !

Il y a URGENCE alors que les connaissances internationales sur les troubles psychotraumatiques sont bien répertoriées depuis les années 1980 (définition de l'état de stress post-traumatique) ! Que l'on sait que ce sont des conséquences normales que toute victime peut présenter, dues non à la victime mais à la gravité de ce qu'elle a subi et à l'intentionnalité de la détruire de l'agresseur ou des agresseurs. Que les connaissances sur les conséquences sur la santé ont fait l'objet de grandes quantités de publications internationales et que l'on sait qu'avoir subi des violences particulièrement dans l'enfance est un des déterminants principaux de la santé de nombreuses années après (cf Felitti et Anda, 2010 : avec des risques non seulement d'atteintes psychologiques, mais également neurologiques, des atteintes cardio-vasculaires, pulmonaires, endocriniennes, immunologiques, digestives, gynécologiques, dermatologiques, etc.). Que l'OMS a reconnu depuis 2010 qu'avoir subi des violences faites aux femmes est un des déterminants principaux de leur santé. Que les mécanismes psychologiques et neuro-biologiques en cause et leurs traitements sont de mieux en mieux connus, que ce sont des conséquences logiques d'actes criminels perpétrés dans le but de générer le maximum de souffrance chez les victimes, et d'organiser délibérément chez elles un traumatisme qui sera utile à l'agresseur comme une drogue pour s'anesthésier et mettre en place sa domination.

Qui se préoccupe réellement de ce qu'ont vécu les victimes de violences sexuelles et de sévices physiques ? Qui se préoccupe de ce qu'elles vivent au quotidien, de l'enfer que sont les troubles psychotraumatiques avec une mémoire traumatique qui leur fait revivre continuellement les pires moments, les pires sentiments de terreur et de détresse, les pires douleurs, les pires atteintes à leur dignité ? On les abandonne, sans rien reconnaître de ce qu'elles ont subi, sans remettre le monde à l'endroit, sans les aider à se décoloniser de toute cette violence qui les hante et les torture encore et encore, de toutes les phrases assassines et les scénarios pervers des agresseurs qui organisent chez elles un sentiment de culpabilité et de honte, et une estime de soi catastrophique, sentiments créés de toute pièce et relayés par un entourage contaminé par tous les stéréotypes les plus aberrants. Elles se retrouvent seules, sommées de prendre sur elles, de faire comme si, «de tourner la page», de ne pas se victimiser, à devoir survivre à des souffrances que personne ne pourrait supporter, à des attaques incessantes sur elles, leur incapacité à avancer, à ne pas se plaindre. Dans un retournement pervers particulièrement cruel on les accuse d'être les propres responsables de leurs tourments, de leurs propres destructions, ou bien on les considère comme folles (les troubles psychotraumatiques étant pris pour des symptômes psychotiques par méconnaissance). Quoi de plus horrible à vivre ?... Elles se retrouvent à devoir mettre en place des stratégies de survie pour quand même tenir coûte que coûte faites de conduites d'évitement, de contrôle et de conduites anesthésiantes. Mais ces stratégies hyper coûteuses et invalidantes pour

elles, leur seront aussi continuellement reprochées et seront utilisées souvent pour disqualifier leurs paroles. Et le peu de traitement qu'on leur propose est uniquement symptomatique, non rapporté et centré sur les violences subies, et le plus souvent dissociant et anesthésiant, voire violent (camisole chimique, enfermement, contention, électrochocs,...).

Qui se préoccupe de tout ces enfants, de toutes ces adolescentes, de toutes ces femmes qui actuellement qui sont à l'heure actuelle séquestrées par des criminels qui peuvent être leurs proches pour subir des tortures et des leurs parents, leurs conjoints viols à répétitions, qui se préoccupe vraiment de toutes ces femmes qui disparaissent, de toutes ces prostituées qui disparaissent. Combien sont-elles ces victimes qui sont rendues invisibles, qui sont baillonnées, menacées ? Combien sont-ils ces bourreaux qui peuvent commettre les pires crimes en toute impunité ? Elles peuvent être nos voisines. Ils peuvent être nos voisins si serviables, si sympathiques... (comme le principal accusé, Ariel Castro, est décrit : "il aimait emmener des jeunes du quartier faire un tour sur sa moto, jouait de la basse dans des groupes de salsa, et se mêlait au voisinage lors de barbecues. Il participait même aux évènements menés pour retrouver les filles disparues comme des marches en leur honneur ou des distributions de tracts." cf article du Le Monde). Ils peuvent être ces personnes importantes, élus, médecins, universitaires, hauts fonctionnaires, personnes du monde du cinéma, des médias que tout le monde ou presque admire... Qui se préoccupe des victimes qui les ont déjà souvent accusés de violences ?... En 2005, l'ex-femme d'Ariel Castro avait porté plainte contre lui pour violences conjugales sans qu'il soit inculpé, "l'accusant d'avoir *"souvent enlevé"* leurs deux filles et de les avoir *"empêché d'être avec (leur) mère"*. Les documents judiciaires indiquent en outre que Grimilda Figueroa, décédée l'an dernier, avait eu deux fois le nez brisé, des côtes cassées, les épaules luxées, et qu'elle avait demandé au juge *"d'empêcher (Castro) de menacer de la tuer"*. Ariel Castro, le 22 avril avait posté une affiche sur laquelle était écrite : *«Une vraie femme n'utilisera pas son enfant comme arme contre le père quand la relation se brise. Ne perdez pas de vue que c'est l'enfant qui souffre.»* !!...

Il est temps d'ouvrir les yeux, de ne plus tolérer cette violence faite aux femmes et l'impunité dont bénéficie les agresseurs. Il est temps que les victimes soient enfin réellement secourues, protégées, soutenues. Il est temps d'être solidaire des victimes, de s'indigner de ce qu'elles ont subi et de dénoncer les coupables. Il est temps de leur redonner la dignité et la valeur que leur a déniées l'agresseur et ses complices. Il est de temps de leur rendre enfin justice, de leur donner des réparations à hauteur de ce qu'elles ont subi et de les soigner.

Pour cela, il faut agir, dénoncer, demander des compte, exiger, se révolter... Mobilisons-nous ! Exigeons une vraie information sur la réalité de ces violences, la mise en place d'une formation des professionnels de la santé et de tous les professionnels qui prennent en charge et accompagnent les victimes, l'ouverture de centre de crise et de soins pour les victimes de violences, et une justice digne de ce nom.

## COLLOQUES, RÉUNIONS, DÉBATS, RENCONTRES...

**9 - Débat « Souffrance et résistance des femmes au travail - Réseau Stop Stress Management - Paris - 15 mai**

Le Réseau Stop Stress Management vous invite le mercredi 15 mai 2013 à partir de 18h30 à la Bourse du Travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris (M° République) à un débat sur : Souffrance et résistance des femmes au travail avec : Odile Merckling, auteur d'ouvrages sur la précarité féminine\* et Ana Azaria, de Femmes Egalité, organisation de soutien aux femmes sans-papiers et précaires. Avec des salariées et syndicalistes en lutte ou ayant mené des grèves dans le commerce et dans le nettoyage des chambres d'hôtel (Novotel...)

\* Voir O. Merckling : *Femmes de l'immigration dans le travail précaire*, L'Harmattan, 2011 et

**10 - La Barbe fête ses cinq ans ! - Paris - 18 mai**

« Cinq ans de lutte contre la domination masculine ... par le poil ». Après plus de 130 actions, dont une dernière réussie à l'UNESCO le 27 avril, Les Barbues rangent leurs postiches le temps d'une soirée de repos bien méritée. A l'occasion de son cinquième anniversaire, le groupe d'action féministe organise une fête le samedi 18 mai à Paris. « Parez-vous de vos plus beaux atours » ! Au programme, exposition et diffusion de films, présentation de La Barbe et de l'association « les AmiEs de la Barbe », ateliers « barbe », boutique, et, bien sûr, bar et musique...

Samedi 18 mai, de 20h à 2h, Bistrot de la Maison, 65 boulevard de la Villette Paris10ème, métro Colonel Fabien

**11 - Egalité des Femmes et des Hommes ? - Que faire ? - Maison des Femmes de Montreuil - 24 mai**

Egalité des Femmes et des Hommes ? - Quelles images voient les enfants et les adolescents, Comment sommes-nous interpellés en tant qu'éducateur/trices, enseignantEs, parents ? - Que faire ? Nous nous interrogerons sur le rôle que nous jouons dans le rapport à l'image vécu par les enfants/adolescents dont nous sommes responsables. Vous avez des expériences, des pistes à partager, venez échanger le Vendredi 24 mai à partir de 18h à la Maison des femmes de Montreuil. la soirée sera introduite à partir de textes slammés par les élèves de l'atelier citoyen du collège Paul Eluard de Montreuil qui ont travaillé toute l'année sur leur vision de l'égalité filles/garçons avec Siré Balaba- Danfahka professeure au collège et Catherine Mathon, slammeuse de l'association "Slamôféminin".

24 mai, 18h, Maison des Femmes de Montreuil, 24/28 rue de l'Eglise, 93100 Montreuil, M° Mairie de Montreuil, ligne 9, tel : 01 48 58 46 59.

**12 - Identités multiples : le cas des féministes juives en France - Paris - 29 mai**

Autour du livre : « Le féminisme face aux dilemmes juifs contemporains » Editions des Rosiers, 2013, livre collectif sous la direction de Nelly Las qui sera présente

Comment des femmes juives engagées activement dans les mouvements féministes occidentaux, arrivent-elles à concilier particularismes identitaires et/ou religieux, sans renoncer à leurs vocations universalistes ? C'est le sujet que l'universitaire israélienne Nelly Las a étudié et développé également dans son précédent ouvrage : Voix juives dans le féminisme - Résonances françaises et anglo-américaines (Honoré Champion, 2012). Cette réflexion, qui s'appuie sur des documents oraux et écrits de divers pays, n'est pas spécifique au questionnement envisagé ici.

Interviendront, dans un débat largement ouvert au public, Nelly Las ainsi que Danielle Bailly, Régine Dhoquois-Cohen, Rédith Estenne-Geismar, Jacqueline Feldman, Liliane Kandel, et bien d'autres.....

Mercredi 29 Mai 2013, 18h à 20h, Université Paris Diderot-Paris 7, Bâtiment Olympe de Gouges, Salle 115 - 1<sup>er</sup> étage, Rue Albert Einstein, 75013, Paris. Métro : Bibliothèque François Mitterrand, Ligne 14

**13 - « Les bistrots féministes » - Maison des Femmes de Montreuil**

1<sup>er</sup> juin : Histoire des femmes: transmission du féminisme - dernier volet « L'égalité sauf pour elles » Avec Nicole Savey, historienne.

15 juin : Réflexions sur le corps des femmes : « Femmes célibataires » par Geneviève Guilpain. Evolution à travers les âges de figures illustres et d'anonymes, de mod- Présentation par Claudine Philippe, sociologue d'un livre collectif sous la direction de Coline Cardi et G. Pruvost.

Maison des femmes de Montreuil, 24-28 rue de l'Eglise, Métro Mairie de Montreuil, de 11h à 13h ; Entrée libre au débat ; Repas 6€ brunch et réflexion

#### 14 - Atelier Réparation vélo femmes - Paris

Et si on se retrouvait pour apprendre à réparer nos vélos nous-mêmes ? Pour le partage des savoirs en mécanique vélo entre femmes et pour plus d'autonomie dans nos déplacements !

Prix libre (= participation libre selon tes moyens)

RDV les 2<sup>ème</sup> lundi de mai et de juin (13 mai 2013, 10 juin 2013) de 18h30 à 21h pour apprendre à bricoler (entre femmes)

Lieu : 6 rue Jacques Coeur Paris 4<sup>ème</sup>, métro Bastille. Contact : [ateliermecavelo.nmxf@voila.fr](mailto:ateliermecavelo.nmxf@voila.fr) ; <http://velorution.org>

#### RADIO, CINÉMA, LIVRES, SORTIES...

#### 15 - Livre : Le féminisme pour changer la société - Attac - Fondation Copernic

L'égalité entre les femmes et les hommes fait du surplace - Un homme sur deux est une femme - Travailleurs de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? Interroger les obstacles à l'égalité amène à questionner les valeurs qui servent de fondement au système actuel et à défaire le cadre idéologique dominant. Le féminisme est aujourd'hui un outil puissant pour modifier en profondeur la société. Le féminisme est un outil puissant pour changer la société. Ce n'est ni un nouveau dogme, ni une utopie. C'est notre conviction et nous avons souhaité la faire partager à travers ce livre.

C'est une caractéristique des courants féministes que d'avoir participé à l'émergence des luttes d'émancipation et de continuer à porter un questionnement salutaire sur le pouvoir, la démocratie et la représentation en politique.

Cet ouvrage défend l'idée que le féminisme a un rôle important à jouer pour faire émerger un nouvel imaginaire social. La discussion sur la manière de répondre aux besoins amène une remise en cause de l'organisation sociale qui ouvre un large champ de réflexion. Ainsi, l'exigence de renforcer l'État social s'accompagne de la nécessité de le transformer profondément : l'État social actuel, institué sur un modèle patriarcal et basé sur une logique de dépendance des femmes vis-à-vis de leurs maris, doit désormais se fonder sur une logique d'égalité et devenir un outil pour la réalisation des droits humains.

De son côté, la revalorisation des métiers féminisés met en jeu une valorisation globale de l'économie du soin et une manière radicalement différente de considérer les rapports humains.

Enfin, la réduction de la durée du travail, hebdomadaire comme tout au long de la vie, permet d'imaginer une organisation des temps de vie favorisant l'épanouissement social. Le modèle d'égalité mis en avant n'est pas celui où les femmes rejoindraient le statut des hommes dans le monde existant. Il ne s'agit donc pas d'« ajouter les femmes dans la marmite et de remuer ». Le projet est au contraire une égalité active et innovante, qui construit un monde nouveau mettant en œuvre d'autres rapports sociaux. La recette proposée, c'est : « Ajouter le féminisme et remuer! ». Parce que le féminisme modifiera la nature du mélange, comme une levure qui agit chimiquement et fait lever la pâte. Face à l'austérité qui mine les sociétés en Europe, face au risque de fatalisme par manque de foi dans un projet alternatif, il est possible après tout qu'une des tâches les plus urgentes soit d'insuffler au mouvement social l'esprit révolutionnaire du féminisme.

Les auteur-es : Catherine Bloch-London, Huayra Llanque, Marc Mangenot, économiste et sociologue, Christiane Marty, Sandra Rigoni, Marie-Hélène Tissot, Stéphanie Treillet

Commander à : Éditions syllepse, 69 rue des Rigoles 75020 Paris, [edition@syllepse.net](mailto:edition@syllepse.net) Prix 8 euros et 3 euros75 pour 5 de commandés.

---

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 0144621204 ou 06 80 63 95 25, mail : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org) ; site : <http://www.mmf-France>